

## VIÈME CONGRÈS MONDIAL DE FINANCEMENT AGRICOLE ET RURAL

NEW-DELHI – INDE – 12 et 13 NOVEMBRE 2019

### SYNTHÈSE DES TRAVAUX

PAR LE PRÉSIDENT DE LA CICA, JEAN-MARIE SANDER

Mesdames et Messieurs, avant d'esquisser quelques éléments de synthèse de notre 6<sup>ème</sup> Congrès mondial, je souhaite saluer, féliciter et remercier les hôtes de ce Congrès :

- le Président de l'APRACA, Association Asie-Pacifique de Crédit Agricole et Rural, M. BANDARA, Directeur général de la Banque de Ceylan,
- le Secrétaire Général de l'APRACA, notre ami PRASUN DAS, et bien sûr :
- le Président de la NABARD, la grande Banque Nationale Indienne pour le Développement Agricole et Rural, le Docteur BHANWALA.

Qu'ils soient remerciés, eux-mêmes et leurs équipes, pour leur engagement dans l'organisation parfaite de notre Congrès. Nous garderons de notre séjour à New-Delhi et en Inde, et de nos travaux, le souvenir d'un congrès de très grande qualité, grâce aux exposés, aux débats, et aux moments de grande convivialité que nous avons vécus.

Pour tous ceux qui sont venus d'autres continents et d'autres pays, l'Inde nous a offert son hospitalité, elle nous fait admirer ses trésors d'architecture et une civilisation plusieurs fois millénaire, qui s'incarne aujourd'hui à travers ses religions et cette belle tradition qui entoure Gaya, la Vache Mère universelle, que nous croisons même dans les rues des villes.

Merci enfin aux autorités du Gouvernement de l'Inde, la plus grande démocratie du monde, qui nous ont fait l'honneur de nous accueillir, ainsi qu'aux représentants des grandes organisations internationales responsables de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural, qui ont accepté de contribuer à ces travaux. Notre profession - celle des banques et des institutions financières du monde agricole et rural - leur adresse ses remerciements et ses salutations.

**Notre Congrès a abordé plusieurs thèmes très ambitieux**, tous tournés vers un objectif unique : contribuer à un développement agricole et rural durable et donc inclusif pour les populations qui souffrent encore de la pauvreté. Nous retrouvons dans cet objectif de développement durable tous ceux qui ont été fixés par les Nations-Unies à l'horizon 2030 : réduire la pauvreté, éradiquer la faim dans le monde, améliorer la santé, assurer l'égalité entre les sexes, viser une production et une consommation durables.

**Notre première matinée de travail a été largement consacrée à ces thèmes. Plusieurs observations :**

- les systèmes de production alimentaire doivent répondre à la croissance rapide de la population, à une urbanisation galopante, à la montée de l'obésité et de la malnutrition et à la surexploitation des ressources naturelles, elles-mêmes impactées par les chocs climatiques ;

- deuxième observation : une production durable dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de la pêche nécessite une attention particulière, des politiques et des pratiques ambitieuses en ce qui concerne le sol, l'eau, la bio-diversité et l'énergie ;
- troisième observation : la résilience est un facteur déterminant pour garantir une agriculture, une pêche et des forêts durables, totalement compatible avec une meilleure productivité.

Pardonnez-moi de ne pas citer tous les orateurs – ce serait trop long – mais j'ai gardé en mémoire quelques moments particuliers.

Les autorités gouvernementales indiennes nous ont impressionnés, en décrivant les programmes très ambitieux de leur pays afin de renforcer l'inclusion financière dans le monde agricole et rural : **374** millions de nouveaux comptes bancaires ouverts au cours des dernières années, dont **50%** sont détenus par des femmes ; **296** millions de cartes bancaires émises ; un progrès immense de la connectivité en milieu rural ; un numéro unique d'identification biométrique pour chacun des habitants de ce pays. Et tout cela, nous a-t-on dit, pour « financer les non-financés, bancariser les non-bancarisés, sécuriser les non-assurés ».

**Second moment important** : le Docteur Lehmann nous a décrit, avec la rigueur et la précision scientifique qui sont les siennes, les conditions nécessaires de la réussite, compte tenu de la croissance de la population et des contraintes qui pèsent sur les ressources :

- l'évolution de la demande alimentaire devra être stabilisée à + 30% d'ici 2050 au lieu de 60% ;
- avec une modération dans la consommation de viande, et moins de concentrés pour l'alimentation animale ;
- moins de gaspillage,
- et enfin une meilleure résilience de l'agriculture, en combinant biodiversité, durabilité et adaptation aux nouvelles conditions climatiques.

**J'ai retenu de l'intervention du Professeur Jacquet** plusieurs rappels à l'ordre importants dans le contexte géopolitique et sociologique qui est le nôtre aujourd'hui. D'abord, pour nourrir la planète et donner un cadre stable à nos agricultures, la coopération internationale demeure nécessaire. Secundo, la recherche scientifique, l'innovation et la technique, et ceci dans tous les domaines, détiennent toujours les clés du progrès ! C'est l'esprit des Lumières ! Un effort majeur est donc nécessaire pour les promouvoir et en vulgariser les résultats. Enfin, l'innovation financière doit être mieux comprise et mobilisée pour faire face aux risques qui affectent nos agricultures.

**Avec le Docteur Ashok Gulati d'abord, puis avec tous les orateurs des sessions organisées par la NABARD et par l'AFRACA**, animées hier après-midi par le Professeur Ramesh Chand et par Calvin Miller, nous avons partagé le constat que dans des pays comme l'Inde (mais pas seulement), une majorité d'agriculteurs sont encore focalisés principalement sur la production et sur l'augmentation de la productivité des céréales traditionnelles.

En revanche, ces agriculteurs, ces petits agriculteurs, accordent trop peu d'attention à la commercialisation des produits agricoles ; de ce fait, ils ne peuvent pas saisir l'évolution de la demande ni l'évolution des schémas de consommation. C'est là toute la question, stratégique pour l'avenir de l'Inde mais aussi de nombreux pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, de la constitution et du financement de chaînes de valeur organisées et efficaces.

Au cours des dernières années, il est apparu que cette approche globale consistant à intégrer tous les acteurs dans des chaînes de valeur efficaces est indispensable. Mais cela exige que les petits exploitants et les communautés rurales pauvres en ressources en soient les acteurs centraux et qu'ils s'organisent pour peser sur le marché et progresser en qualité. A cet égard, a expliqué le Dr Suresh Pal, l'Inde a enregistré de grands progrès dans le domaine de la production laitière ; mais ce n'est pas encore le cas dans d'autres secteurs comme les légumes, où l'intégration de l'offre n'est pas assez forte.

Dans cet esprit, l'Agence Française de Développement a développé une méthodologie et créé un label, Agreenfi, pour les organisations de producteurs avec lesquelles elle travaille et qu'elle finance. Et elle observe que le groupement de producteurs permet un accès au crédit plus facile pour ses membres et plus sécurisé pour la banque qui accorde le crédit. Ceci est particulièrement net dans des filières comme celles du café ou du coton en Afrique. Mais il n'y a aucune raison pour que cette méthode ne réussisse pas avec d'autres filières agricoles.

Notre ami Wenhui Quian, président de la Banque de Développement Agricole de Chine résume les bienfaits de cette méthodologie en disant, en substance : plus d'organisation des filières, plus de crédit injecté et plus d'argent, c'est plus d'amour pour tout le monde ! C'est vrai ! D'ailleurs ma femme me dit cela tous les jours depuis plus de 40 ans !

**A l'initiative de l'AFRACA, et sous la houlette de notre ami Thomas Essel, son secrétaire général,** nous avons pris connaissance, ce matin, de plusieurs exemples innovants de financement de chaînes de valeur en Afrique. Nous avons pu écouter notre collègue Georges Kuria, Directeur Général de ACRE, institution qui expérimente la micro-assurance en Afrique de l'Est, en particulier au Kenya. Puis Thomas a développé le cas de GIRSA, au Ghana, institution financière non bancaire, mais qui apporte des garanties aux banques, ainsi que de l'assistance technique financière et des assurances agricoles. Bref, tout ce qui peut permettre de réduire le risque de crédit à l'agriculture et de contribuer à accroître le revenu des agriculteurs.

**Ce matin également, au cours de la 6ème table ronde, organisée et animée par la CICA,** nous avons retrouvé les sujets de la gestion des risques, de la résilience des exploitations, et de l'assurance agricole.

Les accidents climatiques ont toujours existé. De tous temps, les agriculteurs ont dû y faire face. Mais d'autres risques sont apparus, qui sont liés à la mondialisation des échanges, à

l'intensification de la concurrence, aux tensions commerciales et aux fluctuations des prix qui en résultent.

Au cours des dernières années, en outre, le sujet des aléas climatiques est devenu central. Central pour tous les pays du monde et pour tous les exploitants agricoles, avec la multiplication des phénomènes extrêmes. C'est la raison pour laquelle la CICA a travaillé depuis deux ans sur cette question et publié hier soir, dans le cadre de ce Congrès, un Livre blanc consacré à l'assurance agricole. Il est à votre disposition, notamment sur le site internet de la CICA.

Ce matin, autour de Jean-Christophe Debar, tous les continents étaient représentés pour débattre de ce sujet. Une conclusion : dans tous les pays, les agriculteurs ont besoin d'une large palette d'outils et de stratégies de gestion des risques pour pouvoir assurer l'avenir de leur exploitation et, ainsi, contribuer à la sécurité alimentaire. La résilience des exploitations est la première réponse aux risques, qu'ils soient économiques ou climatiques.

Mais le risque zéro n'existe pas, et une exploitation, même très résiliente, ne sera jamais à l'abri d'un accident économique ou climatique. L'assurance doit y répondre, et cela exige de la confiance de la part des agriculteurs et des produits simples, nous a dit Ernest Desrosiers. Quant aux gouvernements, ils ont un devoir : aider à la diffusion la plus large possible de la technique assurantielle, notamment en accordant des subventions permettant d'assurer l'équilibre économique des systèmes mis en place. Mais ceci exige d'abord d'avoir mis en balance coût de l'assurance et coût de la non-assurance, nous a dit Thierry Langrenay.

Bien sûr, certains gouvernements, certaines de nos institutions, ont déjà mis en place des politiques certes perfectibles mais ambitieuses. C'est le cas en Inde, en Chine, au Québec avec La Financière agricole, aux Etats-Unis, en Espagne, au Mexique avec la FIRA, ou encore au Maroc, comme nous l'avons vu avec Mariem Dkrill. Mais il faut faire plus et faire mieux dans de nombreux autres pays et régions du monde. Et ceci, sans crainte politique, car l'assurance agricole est un système vertueux, totalement compatible avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce.

**Mesdames et Messieurs, nous venons d'entendre les orateurs du dernier panel,** placé sous la présidence de M. Elizondo, Directeur Général du FIRA, et Edgardo Alvarez, Secrétaire général de l'ALIDE. Leurs propos sont encore dans toutes les mémoires et j'arrêterai donc là ma synthèse.

**Je vous remercie pour votre attention et, au nom de la CICA,** je profite de cet instant pour remercier les organisateurs, et l'ensemble des congressistes, pour le travail accompli au cours de ces deux journées. Et merci pour le climat de coopération et de convivialité qui a été encore renforcé entre nous.

Merci à tous !